LA C.N.T. EN MAI 68

LA RÉVOLUTION NE PASSERA PAS

C G T



CNT-AIT



Beaucoup d'encre a coulé sur Mai 68. L'histoire en a été écrite et surtout réécrite. De nombreux commentateurs l'ont arrangé à leur sauce, mettant en lumière ce qui leur a réussi et "oubliant" d'analyser les échecs de certains choix stratégiques, pourtant massifs, de 68 et surtout de l'après 68 qui, de la "Gauche prolétarienne" et du maoïsme à l'entrée massive des "révolutionnaires" à la C.F.D.T. en passant par le confusionnisme genre P.S.U. ont largement contribué à détruire le mouvement social dans les années 70.

Pour ne pas tomber dans le même travers, il nous a paru plus sain de publier essentiellement ce qu'on pourrait appeler "du document brut", c'est à dire des articles de l'époque avec juste ce qu'il faut de commentaires pour les remettre dans leur contexte, à quoi nous avons ajouté une courte réflexion en forme de conclusion. Les articles ont été pris dans "Le Combat Syndicaliste" et ses suppléments. D'autres sources documentaires existent. En particulier le journal "Espoir", qui paraissait à l'époque à Toulouse, a publié à chaud un certain nombre d'analyses de militants de la C.N.T.-A.I.T. Ceux qui voudraient faire un véritable travail d'historien pourraient sûrement y trouver un matériel assez abondant et pertinent. Mais venons en au but...

1 - COUP DE TONNERRE DANS UN CIEL SEREIN ?



Après les turbulences causées par la guerre d'Algérie, les quelques années qui ont précédé Mai 68 ont été bien calmes en dehors de quelques conflits localisés (comme les grèves de mineurs en 63). Les forces politiques et syndicales étaient relativement stables. Le gaullisme semblait inébranlable. Si le P.C. avait déjà amorcé sa lente érosion, il contrôlait totalement des forces nombreuses, en particulier la C.G.T. qui, elle, restait puissante dans les années 60. La C.F.T.C., devenue de-

puis peu, dans sa majorité, C.F.D.T. avait un discours modéré. La C.N. T. avait une existence symbolique. La révolution était moins que jamais à l'ordre du jour.

Dans ce contexte, l'analyse de la situation que tire, sous le titre "Vive l'Action Directe" le C.S. du 22 février 68 (1) est prémonitoire et tout à fait remarquable. Les conclusions décrivent assez précisément en les anticipant quelques unes des caractéristiques de mai 68.

« VIVE L'ACTION DIRECTE

Nantes, 20 janvier 1968 : "L'installation du nouveau conseil d'administration de la Caisse primaire de sécurité sociale a donné lieu à une manifestation des unions locales des syndicats ouvriers. Des C.R.S. venant prêter main forte aux gardiens de la paix, des projectiles divers étaient lancés sur les forces de police et les premières sommations étaient faites"

Redon, 20 janvier 68 : "Les ouvriers de l'usine Jean GARNIER, fabrique de machines agricoles ont, au nombre d'environ cinq cents, de nouveau débrayé jeudi soir et parcouru la ville. Ils ont encore jeté quelques pierres et boulons contre les fenêtres de l'appartement particulier du sous préfet et de la gendarmerie. ...

Caen, 24 janvier 68 : "Le climat s'est durci à Caen. A proximité de l'hôpital, la police voulut barrer la route aux ouvriers qui arrivaient au coude à coude. Le heurt fut violent avec les manifestants armés de morceaux de bois... Une autre échauffourée avait eu lieu le matin sur la R.N. 13 à l'entrée de Caen, où les gardes mobiles ont du dégager la route bloquée pendant trente minutes par les ouvriers en grève de la Sonormel"

Angers, 27 janvier 68 : "Plusieurs centaines de viticulteurs ont manifesté contre les conditions d'application de la TVA à leur profession.... C'est alors que quelques incidents éclatèrent, des manifestants lançant des pétards dans la cour de la préfecture. Ensuite une centaine de manifestants, malgré l'ordre de dispersion, se dirigèrent vers la gare et envahirent les voies. A 18 h 30,

(1) Rappelons qu'il s'agit là de la date de parution du Combat Syndicaliste Le C.S. était imprimé en linotypie et le délai de tirage était de l'ordre d'au moins une semaine. Les articles ont donc été écris en règle générale 10 à 15 jours avant la date de parution.

deux trains ont ainsi été bloqués"

Caen, 27 janvier 68 : "La manifestation organisée à Caen vendredi après-midi pour appuyer les revendications des ouvriers métallurgistes en grève s'est prolongée dans la soirée par de véritables scènes d'émeutes. 18 blessés, 86 personnes, jeunes pour la plupart, furent appréhendées. Mais dès qu'un cortège se forma, il apparut très rapidement que des manifestants, particulièrement des jeunes, étaient très échauffés. Ces manifestants ne dissimulaient guère leurs intentions : ils tenaient à la main des barres de fer et avaient les poches bourrées de projectiles. Les gardes mobiles apparurent bientôt lançant des grenades lacrymogènes. La nuit tombée, pendant trois heures, de violentes bagarres se multiplièrent au centre de la ville. En même temps, des vitrines, des feux de signalisation, des enseignes étaient brisées, des voitures endommagées. La B.N.R a été lapidée, un camion de pneus a été la proie des flammes. (..)

Caen : témoignage d'un "appréhendé" : "On nous parque à quarante-cinq dans une "cabane" de 3 mètres de long sur 2,5 de large jusqu'à 4 ou 5 heures du matin. Nous assistons à des passages à tabac un peu sérieux : coups de crosse dans les reins, sur le crâne et le visage, coups de pied dans le ventre et les parties sexuelles. Un ouvrier portugais a été tabassé trois fois, avec grands renforts de seaux d'eau pour le ranimer."

On pourrait poursuivre cette énumération, on pourrait citer bien d'autres exemples d'actions directes menées ces derniers temps par les travailleurs de tous les secteurs d'activité.

Mais il parait beaucoup plus utile d'analyser les faits et d'en tirer un certain nombre de conclusions :

1 – La poussée révolutionnaire des travailleurs va en s’amplifiant

Les événements qui se sont déroulés à Caen l'ont montré : les premiers heurts violents avec les forces de l'ordre, loin d'effrayer les travailleurs, leur permettent de prendre la mesure de leur force et d'accroître leur confiance en la force collective qu'ils représentent. Aussi les manifestations qui suivent sont-elles non seulement plus violentes encore mais mieux dirigées, plus efficaces. Lorsque les organisations syndicales réformistes organisent des manifestations monstres mais pacifiques, les travailleurs n'en retirent aucune

expérience valable, précisément parce que ces manifestations ne sont que des "démonstrations" et qu'elles ne permettent en aucune façon aux travailleurs de mesurer leur puissance d'action directe. Or, ne l'oublions pas, la victoire des revendications ouvrières est conditionnée par les rapports de force existant dans la société capitaliste et il est fondamental que les ouvriers puissent avoir l'occasion de mesurer ces rapports de force pour prendre conscience qu'en définitive, ce sont eux qui peuvent être les plus forts.

2 – L'action directe déborde les dirigeants syndicaux réformistes

Ce sont très souvent les mouvements de dernière heure, lorsque les manifestations sont "officiellement" terminées, lorsque les dirigeants réformistes ont donné l'ordre de se disperser, qui sont les plus violents et qui prennent un caractère nettement révolutionnaire. L'explication est simple : les meetings, défilés, etc... organisés par les syndicats "officiels" laissent les travailleurs sur leur faim. (..)

3 – l'action directe est souvent le fait de jeunes militants

Nous y voyons le signe que le syndicalisme réformiste, de dialogue et de collaboration de classe, s'il peut satisfaire encore les vieux militants traditionalistes, ne correspond absolument pas aux aspirations et aux exigences de la "montée" des jeunes. Le rajeunissement de la masse des syndiqués par l'arrivée des jeunes sur le marché du travail, à un moment particulièrement difficile (chômage, etc ...), paraît devoir faire éclater le syndicalisme réformiste et placer les syndicats traditionnels à leur véritable place, en arrière de la poussée révolutionnaire des travailleurs.

4 – Les militants de province, moins soumis au bureaucratisme, devancent les directions réformistes parisiennes

C'est un fait que la plupart des mouvements revendicatifs puissants, ayant mis en pratique l'action directe des travailleurs contre le capital et le patronat, se sont déroulés en province (Rhodiaceta à Lyon, la SAVIEM à Caen, etc.). Il est vrai que la disparité des salaires entre la région parisienne et la province exaspère les travailleurs provinciaux. Mais on peut aussi y voir le fait qu'à Paris les mouvements revendicatifs sont étroitement canalisés par les directions syndicales réformistes et que cette emprise s'estompe dans les villes de province. Paris doit se lancer lui aussi dans l'action directe car c'est

à Paris, où se trouvent concentrés les pouvoirs publics et les directions patronales, que l'action aura le plus d'éclat et sera la plus efficace.

5 – L'action directe ne s'oppose pas seulement au patronat mais à tout ce qui représente le capital et l'État

A Caen, les ouvriers se sont attaqués à la B.N.P, symbole de la puissance de l'argent, de la domination du capital sur les travailleurs. Ils ont aussi frappé la Chambre de Commerce. "Le Monde " du 7-2-68 écrit : "Voilà les assises mêmes de la société remises en cause". Et c'est vrai que la satisfaction des revendications ouvrières et l'émancipation des travailleurs ne peuvent, en définitive, être conçues qu'à travers une réorganisation de la société, une refonte des structures sur le principe de l'égalité économique et sociale. (..) »

Quelques semaines plus tard (14 Mars 68), avec une analyse moins poussée, le C.S. revient sur la question et affirme, sous le titre "LE VOLCAN GRONDE", que la situation est analogue à celle de 1936, ce qui anticipe bien les choses également.

« LE VOLCAN GRONDE

Certains camarades nous ont écrit pour nous demander de faire une déclaration publique situant la position de notre Confédération face aux difficultés toujours croissantes du monde du travail. Il nous est facile de répondre que notre position reste toujours la même : que nous sommes plus que jamais les fidèles défenseurs du syndicalisme authentique de nos aînés (Bakounine, Varlin, Pelloutier et tant d'autres) ; que le fédéralisme est pour nous la forme d'organisation sociale la plus parfaite. Et partant de ces affirmations, notre position face aux problèmes angoissants qui étreignent l'humanité ne se prête à aucune équivoque.

Que ce soit sur le plan national ou international, la C.N.T se déclare contre toutes les guerres, toutes les dictatures, toutes les spéculations, les privilèges, les hiérarchies ; elle condamne toute forme de racisme, d'esprit religieux et dogmatique, toute croyance aveugle et irraisonnée. (..)

Il faut être aveugle ou de mauvaise foi pour ne pas voir que le volcan gronde, le malaise s'étend à toutes les couches laborieuses et à tous les pays,

les capitalistes eux-mêmes sentent une sorte d'inquiétude en pensant à ce que sera demain et les journaux financiers parlent de "la fièvre de l'or ". Les quotidiens sont pleins de faits divers qui relèvent plutôt du drame social (..)

Il ne s'agit pas de regretter les insuffisances de tel ou tel gouvernement, de telle ou telle loi, de tel ou tel plan ; ce qu'il faut c'est la cohésion, le regroupement de tous les travailleurs pour dénoncer, certes, les initiatives criminelles de nos exploiteurs, mais surtout pour les contrer, pour les anéantir et créer une ambiance plus respirable, plus fraternelle et plus humaine. Ce sera alors une véritable lutte sociale... Une révolution. Mais écoutons ce que disait DELMAS, un syndicaliste de 1936 : "Ceux qui voudraient aujourd'hui écarter la révolution économique, indispensable et inévitable, pour ramener le syndicalisme ouvrier à émettre des revendications limitées, ne se rendent pas compte de la situation générale "

Nous sommes dans une situation analogue à celle de 1936, du moins en ce qui concerne le marasme économique ; dans le domaine de la politique, toujours assujetti au capitalisme international, Hitler et Mussolini ont disparu mais il reste encore suffisamment de Francos et de Boumédiennes pour asservir les peuples et ensanglanter l'humanité.

"Quand on a soin de se rendre un compte exact de la grandeur de la tâche considérable à laquelle on doit besogner sans trêve, alors les pas en avant, les victoires transitoires, sont un réconfort pour les besognes plus décisives" disait Griffuelhes. »

Les événements que les quelques militants de la C.N.T. pressentent exigent un effort d'organisation. Le 23 mars 68, les jeunes de Paris (2) publient dans le C.S. un appel aux anarchistes et aux syndicalistes révolutionnaires pour qu'ils se donnent les moyens de répondre aux besoins qui ne vont pas tarder à apparaître, en rejoignant la C.N.T. (3) :

---

(2) Il y avait avant le mois de Mai aux "Jeunesses Syndicalistes Révolutionnaires" (qui deviendront par la suite "Jeunesses Anarcho-Syndicalistes"), un petit groupe à Paris et un à Marseille. Après Mai de nouveaux groupes sont apparus : Lyon, Toulouse,... Certains des J.S.R. étaient des étudiants, mais pas tous.

(3) Cet appel ne fut pas entendu, le mouvement libertaire resta totalement dispersé. Une majorité de militants étant dans les organisations réformistes comme Force Ouvrière.

« Les faits montrent qu'anarchisme et syndicalisme révolutionnaire se sont parfaitement complétés pour donner naissance à une arme et à une doctrine spécifiques : l'anarcho-syndicalisme (..) c'est à l'intérieur des masses exploitées, parce qu'il est lui-même un exploité, que l'anarchiste doit mener son combat, qu'il doit agir, éduquer, organiser. C'est avec les masses exploitées que les anarchistes feront la révolution ou bien la révolution anarchiste n'aura pas lieu.

Cette lutte menée à l'intérieur des masses avec les travailleurs, l'anarcho-syndicalisme en est la voie en même temps qu'il peut devenir, comme l'a montré l'expérience de nos camarades espagnols, un puissant moyen d'organisation et d'éducation.

Aujourd'hui, le syndicalisme officiel est en passe de devenir un syndicalisme d'État, intégré à l'appareil de coercition bourgeois, un moyen pour les capitalistes de tenir en laisse les travailleurs et de canaliser leurs efforts d'émancipation.

Le syndicalisme réformiste intègre tellement bien aux structures capitalistes qu'il est en passe de devenir l'un des Piliers de la société bourgeoise. Que, lors des grèves sauvages, les bureaucrates du syndicalisme réformiste se heurtent aux travailleurs révolutionnaires illustre parfaitement le rôle contre-révolutionnaire que s'apprêtent à jouer les syndicats dits "représentatifs "

Mais la méfiance croissante des travailleurs à l'égard des bureaucrates réformistes, défenseurs de la hiérarchie des salaires aujourd'hui et briseurs de grève demain peut-être, montre aussi qu'au sein du mouvement ouvrier une tendance syndicaliste s'affirme.

C'est pour affirmer et développer cette tendance que doivent lutter aujourd'hui les anarchistes parce que c'est le seul moyen pour eux d'agir dans et avec les masses, de propager et de fortifier au contact du réel la doctrine anarchiste.

Mais entreprendre cette tâche, comme certains ont voulu le faire au sein des organisations syndicales réformistes est un leurre. C'est ou bien se faire exclure à brève échéance, ou bien cesser d'être révolutionnaire. En 1906, le syndicalisme officiel était encore en pleine gestation, aujourd'hui il est tota-

lement pourri.

Ce à quoi nous vous invitons c'est à venir construire avec nous, syndicalistes révolutionnaires de la C.N.T. une véritable centrale syndicale ouvrière et anarcho-syndicaliste. (..) »

2 - LES ÉTUDIANTS ENTRENT EN SCÈNE





Réflexe hérité du passé, dans les articles précédents, l'attention de la C.N.T. est centrée sur "les travailleurs". Il faut dire que les jeunes possédaient leur propre structure : les Jeunesses Syndicalistes Révolutionnaires - C.N.T.

Dès Janvier 1968, les JSR éditaient un numéro spécial du C.S., spécifiquement consacré aux "Jeunes faces à la société néo-capitaliste". L'éditorial pose clairement le problème :

« L'avenir de la société dans laquelle nous vivons dépend, dans une large mesure, des options qui seront celles de la jeunesse face aux problèmes qu'elle a et saura résoudre. Et ces problèmes sont nombreux parce que la société capitaliste est une société de CONCURRENCE forcenée, c'est à dire une société antisociale qui fait appel à l'individualisme égoïste, à l'arrivisme, bien plus qu'à l'entraide et la puissance COLLECTIVE des hommes qui, théoriquement, sont les fondements de toute société.

Le nombre des jeunes augmente régulièrement, le chômage augmente tout aussi régulièrement : c'est là l'une des contradictions fondamentales de la société capitaliste. Le développement de l'automation devrait non seulement amener la réduction des horaires de travail mais aussi l'augmentation de la durée des études et surtout du nombre des étudiants : la libération des contraintes du travail matériel permet d'entrevoir des perspectives pour le développement intellectuel et culturel de tous.

Mais, pour le capitalisme, une seule chose est importante : réaliser des profits. Aussi, du point de vue bourgeois, le problème de la jeunesse est à peu

près le suivant : comment insérer dans le cycle économique capitaliste cette masse de jeunes de façon à en retirer le maximum de bénéfices ? L'orientation actuelle de l'enseignement répond en partie à cette préoccupation.

Pourtant, c'est autre chose que les jeunes veulent : ils "bougent", d'une façon ou d'une autre, ils fermentent, ils bouillonnent, ils explosent parfois. Mais, dans leur quête d'"autre chose" souvent aveugle, ils sont en grande majorité les plus vulnérables à toutes les formes de contrainte intellectuelle de "bourrage de crâne", qu'utilise la société de consommation capitaliste (radio, télévision, "modes" diverses, publicité, presse, etc.).

C'est en modelant les jeunes, en les sollicitant de toutes parts, en triturant leur personnalité naissante que le régime capitaliste en fait des adultes aliénés, des travailleurs résignés, des esclaves modernes.

C'est à travers la RÉVOLTE CONSCIENTE ET ORGANISÉE que les jeunes pourront réaliser demain le socialisme authentique. »

Les J.S.R. dressent ensuite une analyse du monde étudiant dans laquelle ils se placent volontairement en dehors d'un certain milieu étudiant. Ce qui compte pour eux, c'est avant tout la position de classe. Dès lors, il n'est pas étonnant que - vu la composition majoritairement bourgeoise des étudiants en Mai 68- ils n'aient que mépris pour l'hédonisme et le folklore du milieu gauchiste étudiant. Ils n'y voient que des "fils à papa" qui passent là leur crise d'adolescence. Si ces analyses se sont a posteriori révélées justes en partie (que l'on pense aux positions qu'occupent aujourd'hui les Serge July, Alain Geismar et autres Cohn Bendit ...), leur ton grave et sérieux (pour ne pas dire sentencieux) les a certainement empêché de percevoir ce qu'il y avait de novateur dans le mouvement qui s'annonce.

« ÉTUDIANTS

Notre but n'est pas ici de tracer une fois de plus le tableau de la rentrée universitaire dans son aspect matériel : bousculades et désorganisation pendant les inscriptions, insuffisance des locaux et, surtout, des enseignants, etc... Tout le monde l'a dit et redit, et l'U.N.E.F. **(4)** ne manque pas une occasion

(4) Il n'y avait à l'époque qu'une seule UNEF. La scission entre socialistes (UNEF-ID) et communistes (UNEF-SE) ne viendra que plus tard.

de le répéter : interventions aux Travaux Pratiques et aux cours, colloques, etc. Des tracts sans nombre sont distribués, signés de l' U.N.E.F., mais également de toutes les organisations "de gauche" trouvant audience chez les étudiants, les unes se disant encore révolutionnaires, les autres ne prenant même pas cette peine. **(5)**

Les chiffres s'ajoutent aux chiffres pour constater la carence du "pouvoir gaulliste" et les revendications tournent surtout autour de deux questions :
la sélection à l'entrée des facultés,
l'assiduité aux travaux pratiques.

C'est dans ces deux problèmes que se cristallise la contradiction inhérente à tout "syndicat étudiant" dans le cadre du système actuel.

En effet, QUI sont les étudiants ? Chacun sait que les fils d'ouvriers et d'employés accèdent dans une quantité infime aux études supérieures. D'autre part, le problème étudiant ne se résout pas aux questions spécifiquement estudiantines : l'étudiant est un ADULTE et doit être considéré comme tel : il doit pouvoir, s'il veut rester un être complet, mener une vie sociale normale, fonder une famille, vivre et non pas "subsister" en "ascète" dans le plus complet dénuement moral et matériel, uniquement dans le but d'arriver au bout de ses études transformées alors en véritable sacerdoce et n'ayant plus aucun rapport avec la réalité.

Ceci dit, il apparaît qu'à l'heure actuelle les seuls individus pouvant poursuivre dans des conditions valables leurs études sont les représentants -jeunes, bien sûr, mais représentants tout de même d'une seule classe : la BOURGEOISIE. De toute manière, il est bien évident que dans une société de classes, c'est à dire dans une société où la gestion économique et sociale est monopolisée par une classe donnée et dans laquelle le produit du travail est également monopolisé, la formation permettant d'accéder aux postes de commande ne peut être également qu'une formation DE CLASSE.

Mais, direz-vous, il y a tout de même au sein de l'université ces quelques fils d'ouvriers et d'employés ainsi qu'un certain nombre d'étudiants salariés, et c'est pour eux que nous devons éviter la sélection et le contrôle d'assiduité. Bien sûr, ils existent. Mais, qui sont-ils ? une minorité d'individus qui s'ac-

(5) Vous ne rêvez pas, ce texte a bien été écrit en ... janvier 68. On pourrait presque le reprendre mot à mot aujourd'hui ! ! !

crochent, qui cherchent, en dernière analyse, à "resquiller", à monter dans un wagon marqué "réservé", à grimper dans la pyramide sociale, à passer d'une classe dans l'autre et, bien souvent, à renier leurs origines prolétariennes et à abandonner la lutte de leur propre classe d'origine.

Quelles sont donc les revendications des syndicats étudiants ? Pas de contrôle, pas de sélection. Et alors ? Pensent-ils que ne pas assister aux TP (alors que, par ailleurs, ils en réclament à corps et à cris) puisse constituer un avantage pour un étudiant qui travaille à l'extérieur, alors qu'au contraire il s'agit là du seul contact qu'il puisse avoir avec la faculté ? Pensent-ils que cette "liberté" qui leur serait accordée pourrait leur être profitable ? Tout étudiant sérieux ne peut y voir que pure démagogie.

Quant à la sélection, elle fait également couler beaucoup d'encre et tous les syndicats s'entendent pour la dénoncer comme une mesure "anti-démocratique" (il s'agirait d'ailleurs de s'entendre pour définir la démocratie, mais ce n'est pas ici notre propos). Leur argument favori : "Nous ne pouvons pas accepter une sélection qui serait, dans le contexte actuel, une élimination, à la fin du secondaire, des individus défavorisés par leur héritage culturel, donc des représentants des couches sociales défavorisées."

Tout d'abord, s'il est vrai que la notion "d'héritage culturel" est une réalité, on peut penser qu'elle ne joue plus tellement au niveau du deuxième baccalauréat et qu'elle cède la place à des problèmes beaucoup plus matériels. Dans une large mesure, la sélection sous forme d'examen (intelligemment conçu bien entendu) ne toucherait réellement que les moins doués. Et l'on ne peut s'empêcher de penser qu'elle toucherait précisément un certain nombre d'étudiants fantaisistes, qui font quelques études dans l'attente, pour les filles, d'un mariage "heureux" et, pour les garçons, d'hériter de l'usine de papa ou encore, pour les deux, d'entrer "par piston" dans telle ou telle profession bien rémunérée. Dans ce sens, ni la sélection ni le contrôle d’assiduité n'apparaissent "anti-démocratique ".

Et pourtant, tout ceci n'exclut pas que les problèmes sont là, mais BIEN PLUS GRAVES ET BIEN PLUS PROFONDS que ceux qui agitent tous les syndicats "représentatifs". Il ne s'agit en effet pas " d'accommoder" l'université bourgeoise, à l'aide de quelques mesures plus ou moins démagogiques, pour permettre tant bien que mal à quelques étudiants pauvres d'aller jusqu'au bout de leurs études. Il s'agit de permettre RÉELLEMENT à TOUS,

c'est-à-dire à tous ceux qui en ont réellement le désir et les capacités, d'avoir la possibilité de faire des études dans les meilleures conditions possibles. Et c'est là que le problème étudiant rejoint le problème social en général, le problème de la TRANSFORMATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE.

Vouloir "aménager" la faculté bourgeoise actuelle, c'est vouloir "aménager" la société bourgeoise elle- même, "aménager" le Capitalisme : ce n'est pas et ne peut être notre rôle. »

Cette brochure, publiée en Janvier 1968, se termine par cette déclaration, véritable annonce prémonitoire des évènements de Mai : « ... la jeunesse éclatera comme la chaudière d'une machine à vapeur, la jeunesse n'a pas d'issue en France, elle y amasse une avalanche de capacités méconnues, d'ambitions légitimes et inquiètes. Quel sera le bruit qui ébranlera ces masses ? Je ne sais, mais elles se précipiteront dans l'état actuel et 1e bouleverseront. »

Dès que les étudiants commencent à remuer, la C.N.T. en tant que telle s'en fait l'écho. Ainsi, dans le C.S. du 16 Mai :

« AUX ÉTUDIANTS RÉVOLUTIONNAIRES

Nous saluons votre lutte contre la sclérose et la routine bourgeoise des universités.

Nous comprenons votre angoisse en ce qui concerne votre avenir et partageons votre colère contre une société incapable de satisfaire les besoins les plus légitimes des êtres humains, alors que nous avons atteint l'ère de l'abondance.

Ce mécontentement profond et pleinement justifié que vous manifestez, avec tant de courage malgré la répression policière, n'a peut-être pas encore trouvé l'écho qu'il méritait parmi les travailleurs et pourtant ...

Qu'il s'agisse des travailleurs de la terre, des mineurs, des métallos et des gens de mer, il y a chez tous un sentiment d'opposition à toutes les contradictions et les insuffisances du régime d'exploitation et de profit qu nous régit, mais il manque la préoccupation indispensable d'une action coordonnée,

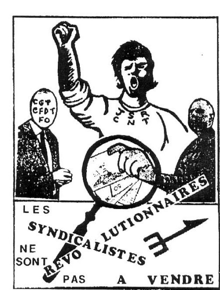
d'une lutte commune..)

Face à la répression de l'État, à la démagogie des partis politiques et à la carence des organismes officiels pour résoudre les problèmes angoissants qui se posent à la jeunesse, tous les travailleurs doivent s'associer à l'action des jeunesses estudiantines.

Assez de réformes, nous voulons une véritable révolution sociale. »

3 - QUE FAIRE ?





Dans le N° suivant, (23 mai 68), le C.S. , qui titre "l'avenir est aux jeunes" rapporte les violences policières, publie un tract du Mouvement du 22 mars et analyse le chômage engendré par la technologie (6).

Rapidement, le mouvement des étudiants faisait tâche d'huile. Il y eut bientôt 9 ou 10 millions de salariés grévistes, des usines occupées, des manifestations partout. Dans ce brassage hétéroclite, on parlait d'autogestion, de révolution, de libération personnelle (7) et collective. Le général De Gaulle s'enfuyait de l'Élysée pour aller s'assurer du soutien des troupes stationnées en Allemagne. Un instant, l'État vacilla. Mais les syndicats représentatifs (C.G.T., C.F.D.T., FO.) calmaient le jeu grâce à l'ouverture du dialogue social, des négociations. La C.N.T. dénonçait ces positions en publiant dans le C.S. daté du 6 juin le tract suivant, diffusé en région parisienne :

« DU DIALOGUE À L'AUTOGESTION

Ni les puissantes manifestations des étudiants, ni les millions de travailleurs en grève, ni les impératifs qui ont provoqué la psychose révolutionnaire actuelle, rien n'a éclairé les dirigeants des centrales "représentatives " sur les

(6) Il y avait à l'époque 500 000 chômeurs en France, 700 000 en R.F.A et autant en Angleterre.

(7) " Vivre sans temps morts, jouir sans entrave "

véritables aspirations du peuple.

Ils continuent à dialoguer sur des augmentations de salaire variant selon les entreprises et dans le respect de la sacro-sainte hiérarchie. Quant à la diminution de la durée du travail, tout ce qu'ils ont "arraché" reste nettement insuffisant.

Comment peut-on admettre un dialogue en dehors de la garantie absolue de l'emploi, par la réduction permanente du temps de travail en fonction du progrès technique qui doit permettre l'élévation du pouvoir d'achat, à commencer par les classes les plus défavorisées.

C'est donc en dehors de ces "élus" syndicaux (ils ne peuvent parler qu'au nom de 14 % de la population active) que les travailleurs doivent continuer avec les étudiants le combat contre les structures sclérosées de la société capitaliste.

Sud-Aviation de Nantes donne l'exemple à suivre en préconisant la reprise du travail sur la base de la gestion ouvrière.

La Confédération Nationale du Travail salue cette heureuse initiative qui porte à la pratique ce que certains ont refusé comme étant des "formules creuses" **(8)** »

Dans le N° daté du 20 juin, la C.N.T. répond "Non aux urnes" aux élections législatives anticipées, lance un nouvel appel "Organisons l'autogestion" tandis qu'un article analyse la grève générale :

« Tout d'abord, dans le soulèvement des étudiants nous voyons une application particulièrement spectaculaire de l'action directe. L'action directe a révélé au pays tout entier, depuis longtemps blasé sur les habituels procédés de discussions ou de négociations que d'autres formes d'action existent et peuvent être employées. Les étudiants-enseignants ont donné là une leçon aux ouvriers, prisonniers de leurs organisations réformistes.

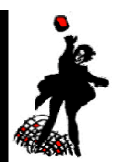
En second lieu il a été parlé, ici et là, de participation à la gestion des entre-

(8) " L'autogestion est un mot creux", répétaient à la suite de leurs dirigeants les militants communistes et cégétistes.

prises... Cette participation à la gestion ou co-gestion, si elle se faisait, serait un premier pas vers le véritable objectif qui devrait être celui des syndicats de toute obédience, je veux parler de la gestion ouvrière. Celle-ci dont l'initiative est purement et entièrement d'origine libertaire, a déjà été discutée à deux reprises en France, en 36 et dans les premiers mouvements de grèves qui ont eu lieu immédiatement après la libération...

En troisième lieu, enfin, l'idée de l'organisation par la base. »

4 - L'HEURE DES BILANS



Le mouvement donnait dès juin des signes d'épuisement. Dans le N° du 27 juin, la C.N.T. critique le comportement de fossoyeur de la révolution du parti communiste.

« LES GAUCHISTES

Ce mot ne veut rien dire, il n'a pas de signification, pas plus que n'ont de sens les mots : gauche, droite ou centre. Or le PC et la C.G.T. l'ont utilisé comme une sorte d'épouvantail à moineaux, de loup-garou pour les adhérents peu évolués. Ils ont pensé, après d'autres, que plus un mot est incompréhensible plus il fera de l'effet dans les esprits demeurés. L'ennui c'est que les esprits demeurés sont en diminution ces temps-ci et c'est ce qui explique la mauvaise humeur du P.C. au lendemain du premier tour des élections législatives. (..)

Pendant tous les évènements de mai-juin, le P.C. et son appendice la C. G. T. n'ont fait que freiner, quand ils ne l'ont pas combattue, toute action populaire qui n'était pas sous leur patronage. De plus, ils n'ont cessé d'attaquer les diverses formations qui prenaient une position en pointe ; leurs amis de la C.F. D.T. et du P.S.U. en savent quelque chose. Il suffisait de parler d'autogestion pour être qualifié de provocateur et ceux qui défilaient derrière le drapeau noir de l'anarchie n'étaient que des aventuriers qui tournaient le dos à la démocratie et au socialisme (..)

Ceux qui assistaient à la manifestation du 13 mai à Paris **(9)** doivent bien rire de ces élucubrations : surtout quand on sait que les drapeaux noirs et rouge-et-noirs, la banderole C.N.T-A.I.T. en tête, étaient devant la C G.T. malgré le service d'ordre de cette dernière, qui avait voulu imposer ses directives. Nous aurions même pu reprendre les paroles de Cohn-Bendit, qui disait le soir du 13 mai à la Mutualité : "j'étais en tête d'une manifestation dans laquelle les canailles staliniennes étaient à la queue " »

Les élections et les vacances (10) sonnèrent le glas du mouvement. A la rentrée, les "masses" étaient au travail ou à l'école. Cependant, même si seule une minorité poursuivait son action, les idées de mai allaient entraîner de véritables bouleversements dans la vie quotidienne.

Pendant plusieurs mois, toute la presse publia des commentaires, des analyses, des leçons de Mai 68. Parmi celles publiées à chaud, on peut lire dans le N° du 22 août, un bilan sous le titre "l'étape 68" :

« L'ÉTAPE 68

La révolution ne peut être basée sur l'utopie et le rêve, mais au contraire sur des réalités lesquelles nécessitent la constitution de programmes et de forces suffisamment imprégnées parmi la population pour garantir le succès. En 1936, Durruti en Espagne déclarait : "je n'attends aucune aide d'un gouvernement du monde ". Il ne pouvait en être autrement, comment une révolution libertaire pourrait-elle obtenir l'aide d'un État quelconque, alors que c'est l'anéantissement de l'État que nous recherchons par la révolution ?

La trahison des syndicats inféodés au pouvoir a permis de saboter la révolution de mai 1968. Il nous faut donc affranchir la classe des travailleurs et leur démontrer à quel point ils ont été bernés par ceux-là même qui se prétendaient leurs défenseurs.

Notre action pré-révolutionnaire consiste, présentement, à lessiver les cerveaux, à donner sa véritable expression au mot humanité ; la préparation de

(9) Cette manifestation fut numériquement la plus importante de Mai 68. L'anecdote est vraie. On trouve des photos des drapeaux et des banderoles de la C.N.T. dans l'Encyclopédie Alpha, ainsi que dans divers manuels d'histoire.

(10) Il fit particulièrement beau cet été là...

l'action révolutionnaire consiste à forger le fer qui nous permettra, demain, quand nous aurons la force, quand nos programmes de société future reposeront sur des bases certaines et seront compris d'un grand nombre de travailleurs, à vaincre, avec certitude, tous les malfaiteurs de la classe prolétarienne.

Notre tâche de propagandistes est immense, il appartient à tous nos camarades d'y participer, notre espoir ne repose que sur l'effort permanent et journalier qui seul peut nous permettre de trouver audience auprès des travailleurs inconscients, voués à l'esclavage et à la soumission. Si nous entendons que la société de demain connaisse enfin la justice et la liberté, nous devons participer, aujourd'hui même, à la plus grande diffusion de la vérité, au mépris du capitalisme, de l'État et de ses suppôts pseudo syndicalistes qui dirigent les forces ouvrières sur les voies de garage.

Il nous faut créer, de plus en plus, des groupes de sympathisants, faire évoluer ceux-ci de groupes sympathisants en groupes de militants. Le militantisme est le nerf de la révolution réelle et complète de demain ; l'affranchissement du peuple ne peut venir que par l'affranchissement des travailleurs. Ne pas participer à cette tâche, aujourd'hui même, après la leçon de mai 1968, est renoncer à la révolution libératrice de demain (…).

A la brioche des laquais, nous préférons le pain du travail. A l'injustice des grands et des soumis de ce monde, nous opposons nous, travailleurs anarcho-syndicalistes, notre esprit révolutionnaire pour un monde nouveau dont les bases de justice libéreront les travailleurs de l'esclavage déguisé que nous subissons. »



CONCLUSION



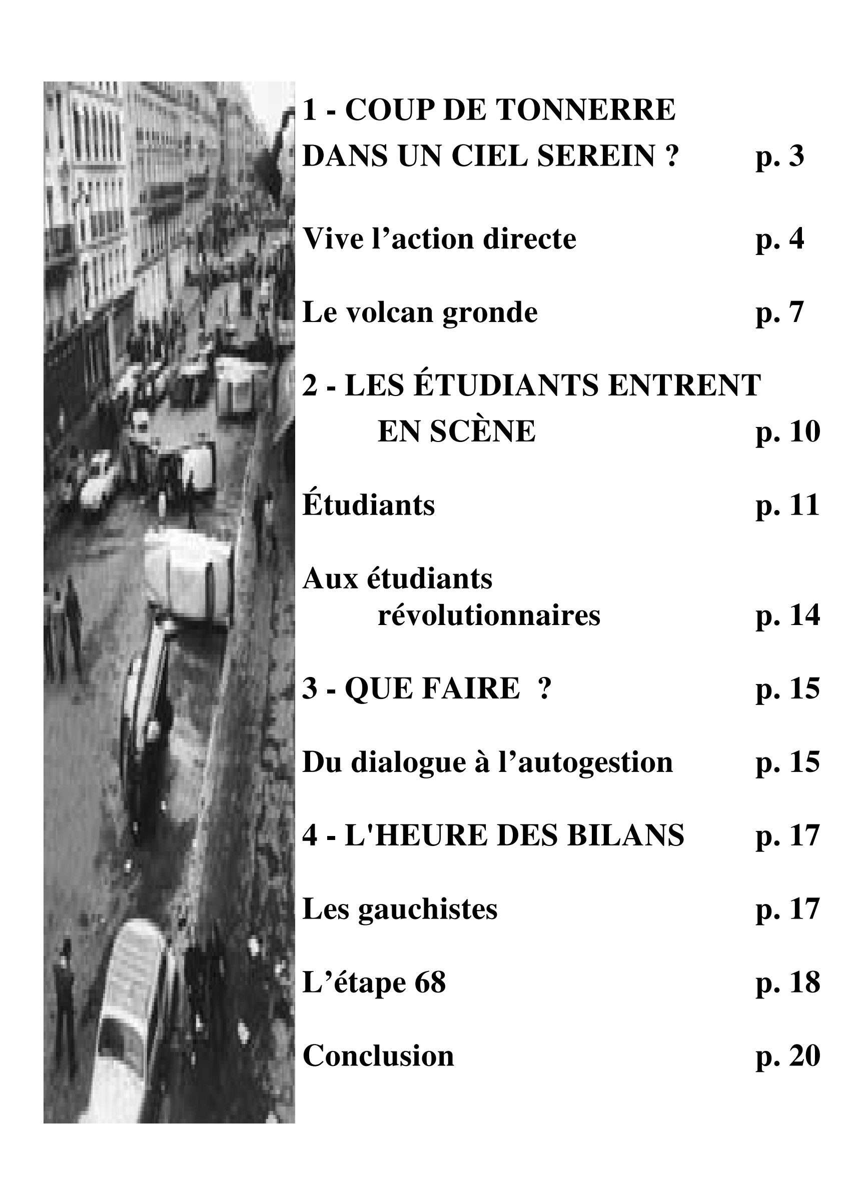
Presque quarante ans après, on peut constater la lucidité et l'actualité de ces textes. Les faits ont d'ailleurs prouvé que les conclusions avancées par les anarcho-syndicalistes de l'époque étaient largement exactes. On ne s'étonnera donc pas que Mai 68 ait amené à l'anarcho-syndicalisme, représenté par la CNT-AIT, une nouvelle génération de militants. Pourtant, globalement, la parole des militants de la CNT trouva un faible écho tant dans la société en général que dans le mouvement libertaire. Ce dernier faisant preuve d'une déficience d'analyse, participait majoritairement à la CFDT (11) croyant y faire la Révolution ! Erreur stratégique fatale au mouvement s'il en fut !

Alors, les CNTistes ont-ils simplement eu tort d'avoir eu raison trop tôt ? Le mouvement libertaire manquait-il au fond d'une réelle volonté révolutionnaire ? La réflexion sur les problèmes posés a-t-elle manqué ?

Les questions restent posées, tout comme celle de savoir comment le mouvement de Mai 68 peut éclairer notre militantisme d'aujourd'hui. A notre avis, si une idée-force ressort de toute cette période, c'est bien celle de la nécessaire cohérence entre les objectifs affichés et la pratique quotidienne et organisationnelle. Si les suites de Mai 68 ont été en échec, c'est en grande partie parce que tout en tenant des discours hyper-révolutionnaires, les militants faisaient le choix de modes organisationnels et de pratiques réformistes.

Aujourd'hui, les libertaires, les révolutionnaires, ou tout simplement toute personne consciente des impasses sociales dans lesquelles le système nous accule ne devrait-elle pas se poser une question identique, à savoir celle de la cohérence profonde entre ses pensées et son action ?

(11) Les plus vieux restèrent prudemment à FO ou à la CGT...





MANIFESTATION
DU 13 MAI 1968

Pour recevoir un exemplaire de notre Combat Syndicaliste,
envoyez vos coordonnées à

CNT-AIT
7 rue Saint Remesy
31000 Toulouse
Tel/fax : 05 61 52 86 48

http://cnt-ait-toulouse.fr

LA C.N.T. EN MAI 68

Beaucoup d'encre a coulé sur mai 68. L'histoire en a été écrite et surtout réécrite. De nombreux commentateurs l'ont arrangé à leur sauce, mettant en lumière ce qui leur a réussi et "oubliant" d'analyser les échecs de certains choix stratégiques, pourtant massifs, de 68 et surtout de l'après 68 qui, de la "Gauche Prolétarienne" et du maoïsme à l'entrée massive des "révolutionnaires" à la C.F.D.T. en passant par le confusionnisme genre P.S.U. ont largement contribué à détruire le mouvement social dans les années 70.

Pour ne pas tomber dans le même travers, il nous a paru plus sain de publier essentiellement ce qu'on pourrait appeler "du document brut", c'est-à-dire des articles de l'époque avec juste ce qu'il faut de commentaires pour les remettre dans leur contexte, à quoi nous avons ajouté une courte réflexion en forme de conclusion. Les articles ont été pris dans "Le Combat Syndicaliste" et ses suppléments.

